

Vous avez signé le « Manifeste pour la psychanalyse », lancé en février 2004 par quelques psychanalystes pour s'opposer vigoureusement au projet de réglementation de l'exercice des psychothérapies dont le gouvernement avait pris l'initiative fin 2003. Ce Manifeste a recueilli à ce jour 950 signatures.

Il s'agissait de marquer un refus net et sans concessions des visées gouvernementales, et en même temps de dénoncer la position de nombreuses associations qui, sous couvert d'une prétendue défense de la psychanalyse, sollicitaient sa reconnaissance par l'État. De longues et complexes négociations et jeux de lobbying se sont déroulés durant des mois pour aboutir à un texte de loi, puis à des décrets d'application qui confirment la logique que nous dénoncions et qui ne suscitent aujourd'hui que des réponses corporatistes.

Très tôt, les initiateurs du Manifeste ont eu la conviction que l'enjeu était tout sauf anodin, et signait plutôt l'avènement d'un moment de l'histoire du mouvement analytique où se jouait son avenir. Pour tenter de faire valoir ce point de vue et susciter un débat qui, pour l'essentiel, n'a pas été instauré, il nous a semblé nécessaire d'effectuer un travail d'écriture et de le proposer à la discussion de tous. Au-delà des répliques tactiques, la question est en effet celle d'une lecture des enjeux actuels d'une politique de la psychanalyse.

C'est dans cet esprit que nous avons rédigé un ouvrage collectif, le *Manifeste pour la psychanalyse*, qui paraît ces jours-ci aux éditions La Fabrique. Son originalité tient pour partie au fait que nous nous sommes astreints à écrire l'ensemble du livre sous une seule signature, celle des 6 auteurs, soulignant le caractère de manifeste de notre entreprise.

Nous espérons vivement contribuer ainsi à relancer un débat qui nous semble crucial pour l'avenir de la psychanalyse en France. L'évolution que l'on peut constater dans d'autres pays confirme hélas que le risque est majeur. Le livre sera présenté dans des librairies comme il est habituel, mais nous avons tenu à organiser un après-midi de débats à l'intention en premier lieu des signataires des pétitions.

Nous serions heureux de vous y retrouver, le **samedi 4 décembre 2010 de 14 à 18 h**, à Paris, au 92 bis, boulevard du Montparnasse, 75014.

Sophie Auillé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge.